

Bravo Netanyahu, interdiction d'entrer en Israël pour les élus français palestiniophiles

écrit par Christine Tasin | 22 avril 2025



Alexis Corbière et François Ruffin font partie de la délégation privée de visa. ALAIN JOCARD / AFP



Alexis Corbière et François Ruffin font partie de la délégation privée de visa. ALAIN JOCARD / AFP

Et ils en appellent à Macron... *Papa, le Netanyahu l'est pas gentil avec nous. On le traite d'assassin, on veut qu'il soit traîné devant la CPI, qu'il soit jugé et même fusillé, on pousse les terroristes de Gaza à continuer leur guerre, à refuser de quitter Gaza, et Netanyahu ne veut pas qu'on vienne faire les beaux et encourager les assassins du Hamas. C'est scandaleux ! L'explication des Israéliens est simple, claire et plus que juste : Israël a une loi **permettant d'interdire l'entrée du territoire à des personnes qui veulent «agir contre l'État d'Israël».***

Evidemment nous c'est le contraire... On boycotte Poutine, on chasse Calin et on ouvre grand les portes aux Palestiniens qui ont de la famille en France... Evidemment que les gauchos repoussés ne peuvent pas comprendre. En Israël il y a un gouvernement et un Président qui en a, lui.

Christine Tasin

Le ministère de l'Intérieur israélien a confirmé avoir annulé les visas. Les 27 parlementaires concernés en appellent à Emmanuel Macron.

Une délégation de 27 parlementaires et d'élus de gauche français a dénoncé dimanche «une punition collective» après l'annulation de leurs visas à deux jours d'un déplacement en Israël. Elle en appelle à Emmanuel Macron. Cette délégation comprend notamment [les députés François Ruffin](#), Alexis Corbière et Julie Ozenne (groupe écologiste) et les communistes Soumya Bourouaha et Marianne Margaté. Elle devait se rendre en Israël et dans les territoires palestiniens du 20 au 24 avril.

«À deux jours de notre départ, les autorités israéliennes ont annulé nos visas d'entrée alors qu'ils avaient été approuvés il y a un mois», écrivent 17 de ces 27 élus dans un communiqué. «Nous voulons comprendre ce qui a poussé à cette subite décision qui fait penser à une punition collective. (...) Cette révocation de nos autorisations d'entrer en Israël à 48h de notre départ est une rupture majeure des liens diplomatiques à l'égard de l'État français et de nos mandats d'élus.es de la République qui nécessite une prise de position sans équivoque des plus hautes autorités de notre État.»

Les élus demandent l'intervention de Macron

Emmanuel Macron [a récemment annoncé que la France pourrait reconnaître un État palestinien en juin](#), à l'occasion d'une conférence qu'elle coprésidera avec l'Arabie saoudite à New York.

«Empêcher délibérément des élu.es et parlementaires ne peut rester sans conséquences. Nous demandons que cette situation soit clarifiée, que notre délégation soit reçue par le président de la République et qu'il mette

tout en œuvre auprès des autorités israéliennes pour nous autoriser à un nouveau déplacement dans les meilleurs délais», concluent les élus.

Cette délégation tiendra une conférence de presse mardi à Paris. Sollicité par l'AFP, **le ministère de l'Intérieur israélien a confirmé avoir annulé les visas en invoquant une loi permettant d'interdire l'entrée du territoire à des personnes qui veulent «agir contre l'État d'Israël».**

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/une-delegation-d-elus-francais-de-gauche-interdite-d-acces-en-israel-20250420>